

COÏNCIDANT AVEC LE DÉBUT DE LA COUPE DU MONDE

La date de l'examen du bac sera avancée

Hasard du calendrier, les joutes pour la Coupe du monde commenceront deux jours avant le début des épreuves du baccalauréat. Et le ministère de l'Education pense au réaménagement des dates de l'examen.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Le bac sera probablement avancé de quelques jours pour éviter que les candidats ne soient dissipés par une compétition qui tient en haleine des millions d'Algériens. Cependant, aucune date n'a encore été avancée.

La tutelle engagera certainement des discussions avec les différents partenaires, à savoir les syndicats et les associations de parents d'élèves, afin de fixer définitivement la date du bac. Cette année aura été particulière pour le secteur de l'éducation, notamment les classes d'examen.

La grève déclenchée par les syndicats autonomes a perturbé le calendrier des examens, poussant ministère et enseignants à tenter de trouver la meilleure formule pour le rattrapage des trois semaines durant lesquelles les enfants n'ont pas fréquenté les écoles. Un programme de rattrapage des cours qui s'adapte aux spécificités de chaque établissement scolaire, et ce en concertation avec les directeurs des lycées, les enseignants, les inspecteurs, les représentants des parents d'élèves et les organisations syndicales, a assuré, jeudi, Benbouzid,



Photo : Samir Sld

ajoutant qu'une décision avait été prise portant sur le prolongement de deux semaines de l'année scolaire 2009-2010 pour les classes de terminale, sans pour autant boulever-

ser les emplois du temps initialement fixés.

Il a également été décidé le report à une date ultérieure des compositions programmées pour cette semaine pour les

classes de troisième année secondaire en vue d'avancer dans les cours. Ces derniers seront donc dispensés jusqu'au 25 mai 2010 pour les classes de terminale.

Dès la semaine prochaine, des rencontres et des réunions de concertation seront tenues avec les différents syndicats nationaux relevant du secteur et la Fédération nationale des associations de parents d'élèves en vue d'établir un programme de rattrapage qui sera appliqué à l'échelle nationale.

D'emblée, le ministre de l'Education a tenu à rassurer les élèves de terminale que les épreuves ne porteront que sur les cours effectivement dispensés et qu'une commission nationale de suivi de la mise en œuvre des programmes est déjà sur pied et qui a pour mission de faire le point sur l'état d'avancement des cours dans tous les établissements scolaires.

N. I.

SANTÉ PUBLIQUE

Vers une troisième semaine de grève des praticiens

Une troisième semaine de grève des praticiens de la santé publique est annoncée par le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP). Dans le cadre du débrayage cyclique de trois jours entamé il y a deux semaines, le SNPSP a décidé de reconduire le mouvement pour les journées du lundi, mardi et mercredi, suite à l'«infructuosité» d'une réunion avec les cadres de la tutelle.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Malgré une première tentative de conciliation, les praticiens de la santé publique ne décolèrent pas. Ces derniers entameront, à partir de demain, leur troisième semaine de grève cyclique.



Photo : Samir Sld

La rencontre qui a réuni, jeudi dernier, les syndicalistes du SNPSP et le SG du ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière, ainsi que le représentant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et ceux de la Fonction publique ne s'est finalement pas soldée par les résultats qu'attendaient les médecins généralistes. Ces derniers ont appris, durant cette réunion, que le Conseil de gouvernement s'apprêtait à valider le projet de décret afférent à leur statut particulier sans prendre en considération les propositions déjà négociées entre le ministre de la Santé et le SNPSP. «Barkat nous a mis devant le fait accompli, il a failli à ses engagements», a dénoncé M. Merabet, porte-parole du syndicat.

Le SNPSP juge insuffisant l'engagement pris par la tutelle d'installer prochainement une commission mixte pour travailler sur le dossier du régime indemnitaire. Ce mouvement est donc une protestation contre la non-prise en considération des praticiens de la santé en tant que partenaire social et contre la politique de la «sourde oreille» du ministère de tutelle.

Le SNPSP tiendra son conseil national jeudi prochain pour décider des suites à donner à son mouvement de protestation.

S. A.

TRIPARTITE Le SNPSP conteste

S'exprimant par rapport aux dernières mesures prises dans le cadre de la tripartite, le porte-parole du Snpssp, qui estime que les véritables représentants des travailleurs n'étaient pas présents à ce qu'il qualifie de «monopartite», a souligné que la quasi-totalité des travailleurs ne bénéficieront pas de l'augmentation du SNMG. «Le gouvernement a décidé depuis des mois de certaines choses, comme octroyer des miettes aux travailleurs ; or, cette augmentation n'aura d'effet que sur les fonctionnaires cadres dont le salaire augmentera en fonction du SNMG ; les autres ne verront aucun changement sur leurs fiches de paye», a soutenu l'intervenant. Ce dernier a également dénoncé la mesure de suppression de la retraite anticipée et proportionnelle qui, selon lui, constitue une remise en cause d'un acquis sans consultation des fonctionnaires. «Il n'est pas question que nous restions sans rien faire», a menacé le représentant des praticiens de la santé publique, qui exige la sauvegarde de cette formule, accompagnée d'une prime.

S. A.

VACCINATION CONTRE LA GRIPPE PORCINE

Les médecins généralistes assureront leur travail

La vaccination contre la grippe porcine devrait être entamée demain, selon les déclarations du ministre de la Santé. Dans le souci exclusif d'assumer leurs responsabilités, les médecins généralistes, qui seront en grève ce jour-là, prendront en charge cette importante opération. Le porte-parole du syndicat a annoncé que des instructions ont été données à tous les praticiens de la santé publique à l'effet de prendre en charge ce volet, quelles que soient les suites réservées au mouvement de grève. «Pour éviter de mettre en danger la santé des citoyens, les praticiens de la santé publique prendront en charge, dans le cadre du service minimum, tout ce qui relève du programme national de prise en charge de la pandémie de grippe A/H1N1», a déclaré M. Merabet.